

Communiqué
Pour publication immédiate

TOUS LES PAYS SUBISSENT DES PERTES ÉCONOMIQUES ÉNORMES EN IGNORANT LES COÛTS VÉRITABLES DU VIH/SIDA, SELON LES SERVICES ÉCONOMIQUES TD

TORONTO (Ontario) – Les motifs humanitaires devraient à eux seuls justifier une plus forte réponse du monde entier dans la lutte au VIH/sida. L'aide financière nécessaire pourrait toutefois être sous-estimée si l'on ne tient pas compte adéquatement des répercussions économiques de la maladie, selon un rapport publié par les Services économiques TD avant la tenue du XVI^e Congrès international sur le sida à Toronto.

Bien qu'il existe des évaluations des coûts économiques, les auteurs du rapport soutiennent que la plupart sont incomplètes, car elles ne prennent pas en considération tous les facteurs, notamment la perte de main-d'œuvre, de capital humain et de transmission des connaissances d'une génération à l'autre. Ces facteurs contribuent avec d'autres à détruire le tissu économique, social et politique des pays. La situation exerce de fortes pressions sur les revenus de l'État, qui diminuent à mesure que l'économie se dégrade, et entraîne une réaffectation des fonds normalement destinés à l'éducation, aux autres problèmes de santé et au développement économique.

Pour évaluer les coûts du VIH/sida avec plus d'exactitude, il faut examiner les répercussions de la maladie dans une perspective plus vaste et à plus long terme. Dans cette optique, les Services économiques TD soulignent la nécessité de se pencher sur ce fléau et d'agir.

« Les pays riches vont s'appauvrir si les pays pauvres ne s'enrichissent pas. En effet, l'effondrement possible des économies nationales privera le monde de marchés futurs, affirme Don Drummond, premier vice-président et économiste en chef du Groupe Financier Banque TD. De plus, les pays développés subissent les contrecoups de la dérive de certains États où l'on observe une augmentation des dissensions, de la terreur, du nombre de réfugiés de même qu'une dépendance économique croissante des pays en développement sur les pays développés. »

M. Drummond poursuit en disant : « On peut constater une certaine banalisation de la maladie dans la plupart des pays développés, même si le VIH/sida a atteint des niveaux catastrophiques dans des secteurs marginalisés de notre société et dans la communauté internationale. Cependant, la gravité du problème est généralement sous-estimée et il est difficile d'évaluer l'ampleur de l'aide à apporter. Comme nous l'indiquons dans notre rapport, les pays développés devront payer tôt ou tard, mais les coûts risquent de devenir beaucoup plus élevés avec le temps. »

Le rapport propose un cadre d'analyse qui permet d'évaluer comment le sida peut affecter l'environnement structurel et économique des pays les plus touchés. Il propose aussi un plan d'action international, identifiant sept mesures clés à prendre pour réduire les coûts économiques du sida et la souffrance humaine.

Décalage entre la perception et la réalité

Les Services économiques TD constatent un certain degré de banalisation du problème du VIH/sida dans la plupart des pays développés. En Amérique du Nord, par exemple, le sentiment d'urgence face à la lutte contre le sida a diminué depuis les années 1990, l'éducation de la population ayant ralenti le taux d'infection et les traitements prolongent la vie des personnes atteintes.

L'analyse révèle que le nombre de personnes vivant avec le VIH dans les pays du G-7 augmente chaque année depuis 1981. Dans les pays membres de l'OCDE, près de 2,2 millions de personnes sont présentement infectées par le VIH, dont 60 000 au Canada. Fait à noter, les femmes représentent maintenant plus d'une nouvelle personne infectée sur quatre. (À l'échelle mondiale, le nombre de nouvelles infections augmente plus rapidement chez les femmes que chez les hommes. Pour un grand nombre de ces femmes, le principal facteur de risque pour contracter l'infection est d'avoir une relation monogame.) Au Canada, les autochtones représentent de 6 % à 12 % des nouvelles personnes infectées au VIH, même s'ils ne constituent que 3 % de la population.

D'après le rapport, ces résultats nous fournissent des indices des facteurs concrets contribuant à l'épidémie de sida dans les pays développés. Le sida est une maladie qui affecte les pauvres, les personnes en marge de la société et les démunis, contrairement à l'opinion répandue selon laquelle il ne touche principalement que la communauté homosexuelle ou les personnes à haut risque comme les utilisateurs de drogues injectables.

Les mêmes facteurs sont responsables de la progression catastrophique de la maladie dans les pays en développement où vit la grande majorité des 42 millions de personnes infectées. De ce nombre, les deux tiers vivent en Afrique subsaharienne. Les enfants qui naissent aujourd'hui dans cette région n'atteindront probablement pas l'âge de 40 ans. Le sida continue sa progression au-delà des frontières et atteint maintenant des communautés marginalisées qui n'étaient pas touchées auparavant. La croissance la plus rapide des nouvelles infections, par exemple, a été observée en Europe de l'Est et en Asie centrale.

Évaluation des répercussions du VIH/sida

Il faut considérer le problème du VIH/sida dans une perspective plus large et à plus long terme pour pouvoir évaluer pleinement ses répercussions dans les pays les plus touchés. Le rapport des Services économiques TD propose un cadre d'analyse qui prend en considération les facteurs suivants :

Perte de main-d'œuvre

La conséquence la plus directe du sida sur l'économie est la perte de main-d'œuvre. Dans les premiers stades du VIH, les personnes atteintes peuvent s'absenter occasionnellement, mais elles conservent toujours leur poste. Cependant, à mesure que la maladie progresse, elles deviennent trop malades pour travailler et doivent quitter leur emploi définitivement. Les pertes doublent lorsque l'on tient compte des personnes qui doivent s'occuper des malades.

Perte de capital humain

La diminution du bassin de main-d'œuvre est exacerbée par le nombre élevé d'enfants contraints de quitter l'école. Même si l'on prévoit une chute de la main-d'œuvre de 10 % à 15 % au cours des 15 prochaines années, le nombre d'enfants fréquentant l'école a déjà baissé d'au moins 20 % dans un grand nombre de pays africains.

Perte de la transmission des connaissances et des valeurs familiales

Le sida a fait plus de 15 millions d'orphelins, dont 80 % en Afrique subsaharienne. Sans les enseignements de l'un de leurs parents ou des deux et en l'absence de modèle parental, ces enfants ne peuvent plus profiter du plus important processus de transmission des connaissances.

Le coût des soins aux malades

Les pertes financières directes liées au traitement du sida sont substantielles. En Ouganda, par exemple, les deux tiers des sidéens doivent vendre leurs biens pour pouvoir payer leurs soins médicaux.

Finances des États

Il est difficile pour les pays en développement de compenser la hausse des dépenses sociales par l'augmentation des impôts. Pour lutter contre le VIH et le sida, les États doivent puiser utiliser les fonds normalement destinés aux programmes de développement économique à long terme.

Un plan d'action international

Le rapport des Services économiques TD présente un plan d'action comptant sept mesures clés en vue de réduire les coûts économiques du sida et la souffrance humaine.

Un : Accroître le financement et la distribution de médicaments antirétroviraux dans les pays en développement.

Ces médicaments qui prolongent l'espérance de vie contribuent à réduire les pertes économiques causées par le sida. Il faudrait donc soutenir davantage la recherche et offrir des traitements appropriés pour les personnes des pays pauvres.

Il est tentant de demander aux gouvernements d'assouplir les lois sur les brevets des médicaments et de favoriser l'apparition de médicaments génériques. Cependant, ces lois contribueraient à stimuler la recherche en vue de trouver un traitement efficace dans les pays en développement, où des défis particuliers abondent. Par exemple, les patients doivent s'astreindre à prendre quotidiennement des médicaments. S'ils ne le font pas, une souche du VIH résistante aux médicaments pourrait se développer chez certaines personnes à cause de la mutation rapide du virus du VIH. C'est l'une des raisons pour lesquelles la communauté médicale a limité la distribution de certains traitements dans les pays en développement. Les personnes infectées dans les pays en développement sont plus susceptibles de ne pas suivre correctement le traitement médical strict, facilitant ainsi une mutation plus rapide. Des innovations ont simplifié la

pharmacothérapie, mais des recherches plus poussées sont nécessaires pour relever ce défi.

Deux : Ne pas oublier les personnes marginalisées dans les sociétés riches.

Dans les pays développés, la transmission du VIH est liée à la pauvreté et à la marginalisation. Un soutien accru à la recherche, aux traitements et à la sensibilisation des personnes les plus vulnérables pourrait contribuer à réduire davantage l'infection au VIH et les coûts économiques directs pour ceux qui vivent dans ces pays.

Trois : Réévaluer les coûts futurs pour les pays développés.

Les pays industrialisés devront vraisemblablement assumer les coûts liés à ce fléau. Les États devraient donc considérer ces coûts non pas comme une aide humanitaire, mais comme un investissement nécessaire à leur prospérité économique et à leur futur.

Quatre : Favoriser les partenariats et la coordination entre les intervenants.

Le sida est un problème trop vaste pour être réglé de façon isolée. Plus il y aura d'intervenants qui se concertent pour lutter contre cette maladie, moins il y aura de chances que les déficiences du marché mettent en péril les résultats.

Cinq : Réévaluer les priorités nationales dans les pays en développement.

Seule la prévention peut assurer aux citoyens une vie longue et productive et la prévention de la maladie est impossible alors que la grande majorité des gens vivant dans les pays en développement ne comprennent pas ce qu'est cette maladie ou ne savent même pas qu'elle existe. Le travail de sensibilisation est donc essentiel.

Six : Assurer la sécurité dans les pays en développement.

Les pays en développement pourraient investir autant que les pays développés dans la lutte contre le sida si le problème de la sécurité était réglé et qu'ils pourraient plutôt investir dans la lutte contre le sida les sommes présentement consacrées aux dépenses militaires.

Sept : Assurer un leadership ascendant.

L'apparence de corruption dans les pays en développement a limité l'aide internationale et les problèmes réels de corruption ont compromis la lutte contre le sida. Les pays en développement doivent s'assurer de ne pas entraver les progrès avant même qu'il y en ait.

Don Drummond participera à un panel présenté en marge du XVI^e Congrès international sur le sida et portant sur les conséquences du VIH/sida sur les économies émergentes au *MaRS Centre*, le 14 août, à 20 h.

Le Groupe Financier Banque TD est membre de la Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/sida, un organisme international représentant 200 entreprises déterminées à enrayer l'épidémie de sida. Il est également un partenaire et la banque officielle du XVI^e Congrès international sur le sida. Ce rapport a comme objectif de favoriser les

dialogues, de cerner les problèmes et de promouvoir la mise en place de plans d'action afin de s'attaquer à ce problème mondial très grave.

On peut consulter le rapport des Services économiques TD intitulé *The Economic Cost of AIDS: A Clear Case For Action*, à l'adresse www.td.com/economics. Le rapport y est disponible dans sa version originale en anglais.

- 30 -

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour demander une entrevue, veuillez communiquer avec :

Edith Ducharme
Groupe Financier Banque TD
514.289.8978
edith.ducharme@td.com